

ECONOMIE GENERALE

« POUR FAVORISER LE DEVELOPPEMENT, FAUT-IL PLUS OU MOINS D'ETAT ? »

Introduction

1. Contexte actuel : remise en cause du FMI (cf. J. E. STIGLITZ). Politiques d'ajustement structurel ont montré les limites au « tout marché ».
2. Distinguer croissance et développement (illustration avec la Chine, le Brésil...)
3. Le rôle de l'Etat est indéniable (expérience du capitalisme américain avec la loi MORILL de 1863 qui a permis de subventionner les recherches pour la productivité agricole, I. GANDHI dans les années 1970...)
Plus que la quantité, s'interroger sur l'efficacité (développement et non pas croissance), les formes d'intervention pour garantir le succès.
4. La légitimation de la présence de l'Etat par la théorie mais la croissance n'est pas le développement.

I- La légitimation de l'Etat par la théorie et par l'exemple

1- L'Etat développementiste

1. Vue historique, quelques points de repère théoriques et empiriques :
 - Modèles de W. W. ROSTOW ou de P. BAIRDO : accent sur l'agriculture, nourrir la main-d'œuvre pour nourrir la demande et l'épargne et financer le capitalisme industriel.
 - Modèle des industries industrialisantes (G. D. DE BERNIS) : tutelle de l'Etat sur l'économie, primauté aux industries lourdes (cf. le développement Algérien, production*3 en 15 ans).
 - W. A. LEWIS (Nobel 1979) : attirer les salariés excédentaires du secteur agricole à faible productivité vers des structures « capitalistes » à forte productivité pour dégager une épargne nécessaire au financement du décollage.
 - *Thèse de la croissance équilibrée* (R. NURSKE, P. ROSENSTEIN-RODAN) : coordonner les investissements entre les différentes branches, mener une « attaque frontale » pour sortir du cercle de pauvreté.
 - A. O. HIRSCHMAN : la croissance « polarisée » ou « déséquilibrée » : à partir des pôles de développement.
 - Promotion des exportations/substitution aux importations (cf. R. PREBISH, G. MYRDAL, H. W. SINGER) : hypothèse : détérioration des termes de l'échange qui justifie l'intervention de l'Etat (politique de redistribution, réforme agraire pour élever le niveau de demande intérieure, protectionnisme ciblée, cf. F. LIST, contrôle des investissements étrangers...) mais aussi

aides à l'export de biens manufacturés, assurer un haut niveau d'éducation... (cf. modèles de développement des « Dragons d'Asie », de l'Amérique Latine...)

2- La remise en cause actuelle des politiques d'ajustement structurel

1. Crise de la dette dès les années 1970 : promotion des idées libérales pour maîtriser une dette publique immense et galopante. Révélation d'investissements peu productifs, manque de contrôle des fonds publics de l'aide (financement des conflits, clientélisme...), secteur public hypertrophié (éviction des entrepreneurs privés), incertitude qui remet en cause la planification et les stratégies publiques, d'où déficits publics, creusement des inégalités...

2. Réponse : politiques d'ajustements structurels du FMI : baisse de l'investissement public, des programmes sociaux, ouverture des marchés à une économie non préparée, déstructuration des solidarités nationales..., d'où baisse du PIB, hausse de la misère.

Une transition trop brutale pour des pays fragiles et fragilisés !

II- La croissance n'est pas le développement

1- L'échec de l'Etat

1. Russie, Afrique, Moyen-Orient (Etats pétroliers), Chine, Brésil, Inde... autant d'exemples de croissance sans développement : pas de recul de la misère, inégalités de vie persistantes voire grandissantes...

2. Rappeler les conditions pour impulser une dynamique de développement et l'importance de l'Etat dans ce mécanisme (on peut s'appuyer sur l'exemple historique de la France d'après la Seconde Guerre mondiale).

2- Les nouvelles préconisations de la Banque mondiale

1. Réaffirmation de la place de l'Etat : investissements nécessaires (infrastructures, cadre juridique, organisation des marchés...), institutions, santé, éducation, protection sociale...

☞ Assurer un fonctionnement harmonieux au marché (monnaie stable, lisibilité économique, études stratégiques, aides aux entreprises...), voir K. POLANYI sur l'émergence du capitalisme au XIX^{ème} siècle.

2. Egalement, les Néo-institutionnalistes (D. C. NORTH, Nobel 1993) qui montrent la corrélation entre aménagements institutionnalistes et développement : abaissement des *coûts de transaction* (R. COASE), détermination des modes d'appropriation des bénéfices de la croissance...

Théories de la croissance endogène (R. LUCAS, P. ROMER...) : progrès technique, capital humain, infrastructures... autant d'externalités positives qui s'accumulent et poussent au développement (processus d'accumulation cumulatif et circulaire, cf. G. MYRDAL).

➡ Au final, au marché la régulation et l'allocation des ressources à court terme et les biens « typiques » ; à l'Etat, la gestion des biens aux fortes asymétries d'information comme le travail, le crédit et les infrastructures (Cf. J. E. STIGLITZ).

Conclusion

1. Théories et pratiques ont été du « tout-Etat » au « toujours moins d'Etat ».
2. Aujourd'hui, dépassement de cette dichotomie manichéenne : réhabilitation du rôle de l'Etat à un degré divers : corriger les imperfections du marché, règles d'incitation économique... Interrogation non plus sur le type de présence de l'Etat, mais juger sur la pertinence.